



Paris le 28 juin 2015

République et Socialisme salue la courageuse décision d'Alexis Tsipras.

Les négociations du gouvernement grec avec les créanciers avaient pris un tournant nouveau qui permettait d'espérer un accord avant le 30 juin. Les médias présentaient cet accord comme pratiquement acquis. La proposition du gouvernement grec reprenait les contours et le contenu de celle de fin février dernier (des concessions sur la fiscalité - notamment la TVA - et les privatisations contre le versement effectif de 7,2 milliards d'aides, les "lignes rouges" du gouvernement n'étant pas franchies et les "4 piliers" du programme de Thessalonique n'étant pas empêchés).

Or la proposition grecque a finalement été refusée jeudi 25 juin.

Depuis, nous assistons, tant de la part des politiques que des médias –avec une présentation tendancieuse des faits-, à un lynchage en règle de la Grèce, de son gouvernement, de son Premier Ministre.

République et Socialisme s'insurge contre ce relais à sens unique de ce nouvel épisode peu glorieux de l'Union européenne. République et Socialisme s'oppose clairement au communiqué des ministres de l'économie de l'Union Européenne qui a attribué la responsabilité de la rupture à la Grèce alors que la France et l'Allemagne, par les voix de François Hollande et d'Angela Merkel, avaient laissé entendre que l'accord était acceptable.

République et Socialisme condamne violemment les propos tenus par les « responsables » politiques européens, grecs et français qui sont méprisants et même injurieux. Que dire de Mme Lagarde traitant les émissaires grecs « d'enfants » ou des contre-vérités de M. Sapin parlant de « la lourde responsabilité du gouvernement grec d'avoir interrompu la négociation » ?

Faut-il rappeler que les gouvernements français successifs ont bafoué la volonté du peuple français exprimée par référendum en 2005 de refuser le Traité Constitutionnel Européen ? Faut-il rappeler que le gouvernement actuel n'a pas hésité à utiliser par deux fois le 49-3 pour passer outre la volonté de la majorité de l'assemblée nationale ? Au nom de quoi se sentent-ils autorisés à donner des leçons de « responsabilité » ? Quelle définition ont-ils de la démocratie ?

Au contraire République et Socialisme salue et soutient le Gouvernement d'Alexis Tsipras qui organise un référendum afin que le peuple grec puisse s'exprimer sur les exigences du FMI, de la BCE et de l'Union Européenne.

Après le rassemblement réussi d'hier, place de la République à Paris, République et Socialisme soutiendra et appellera à participer à toutes les initiatives de solidarité avec le peuple grec et son gouvernement.

Contact presse : Jean-Pierre Fourré [0633879842](tel:0633879842)

Contact : webmaster@republiqueetsocialisme.fr

www.facebook.com/republique.socialisme

<https://twitter.com/RepetSoc>